



Lundi 21 janvier 1952, à 10 h. 30

Palais de Chaillot, Paris

SOMMAIRE

	Page
Palestine : b) Aide aux réfugiés de Palestine : rapport du Directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (A/1905 et Add.1, A/AC.53/L.36) [suite].....	237

Président : M. Selim SARPEN (Turquie).

Palestine : b) Aide aux réfugiés de Palestine : rapport du Directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (A/1905 et Add.1, A/AC.53/L.36) [suite]

(Point 24*)

1. M. SAVUT (Turquie) annonce que le texte remanié du projet de résolution commun présenté par les délégations des États-Unis, de la France, du Royaume-Uni et de la Turquie (A/AC.53/L.36) est le résultat de consultations qui ont eu lieu entre les auteurs de ce projet de résolution et les délégations des États les plus directement intéressés. De grandes concessions ont été faites dans ce texte pour répondre à plusieurs des arguments invoqués au cours du débat, et l'on est arrivé à un texte soigneusement étudié et bien équilibré, que la Commission, espère-t-on, jugera acceptable.

2. Le nouveau projet de résolution commun s'inspire directement du rapport spécial présenté conjointement par le Directeur et la Commission consultative de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (A/1905/Add.1). Il a été généralement admis au cours du débat que ce rapport spécial contenait des propositions à la fois constructives, rationnelles et pratiques. Le nouveau projet de résolution tend à obtenir de l'Assemblée générale l'approbation de ces propositions, afin qu'elles puissent être mises en pratique. Le programme recommandé dans le rapport a, fondamentalement, un caractère humanitaire et économique. Ce programme ne doit évidemment exercer aucune influence sur le règlement des problèmes politiques actuellement pendants et ne doit pas non plus porter préjudice aux intérêts des réfugiés en ce qui concerne le rapatriement et la compensation. Ceci dit, ce programme a pour but d'aider les réfugiés à devenir économiquement indépendants.

3. L'objectif final est évidemment de rétablir une situation normale dans le Proche-Orient, mais, dans les circonstances présentes, la réalisation de cet objectif ne dépend pas seulement de considérations humanitaires ; elle est aussi étroitement liée à la situation politique. Toutefois, le problème des réfugiés est un problème urgent, qui ne peut

attendre pour être traité que les circonstances permettent un règlement politique dans le Moyen-Orient. Tout ce qui peut être fait pour améliorer la situation des réfugiés doit être tenté. Les Nations Unies doivent immédiatement prendre deux décisions. D'abord, elles doivent continuer aussi longtemps que cela sera nécessaire à fournir une aide directe aux réfugiés, même s'il a toujours été entendu qu'une aide internationale de cette nature ne pourrait constituer qu'une mesure temporaire. Ensuite, elles doivent trouver les moyens de créer un système économique dans lequel les réfugiés auront la possibilité de gagner leur vie. C'est grâce à des programmes de réinstallation, mis au point avec la coopération des gouvernements de la région, que l'on se propose, dans le rapport, d'y arriver.

4. C'est par la méthode des contributions volontaires que le nouveau projet de résolution commun préconise le financement du programme. C'est sur la générosité et la bonne volonté des gouvernements que l'on compte pour réunir les fonds nécessaires. Cette méthode est devenue habituelle aux Nations Unies. M. Savut remarque avec satisfaction qu'au cours de la discussion générale, un certain nombre de délégations ont annoncé que leur gouvernement était disposé à apporter une contribution. Dans le passé, le sort tragique des réfugiés de Palestine a toujours été, pour la Turquie, un sujet d'intérêt et de préoccupations sincères, et elle a contribué autant qu'elle le pouvait à l'améliorer, soit directement, soit par l'intermédiaire du Croissant-Rouge turc. Mais la situation de la Turquie est peu favorable actuellement, et ses possibilités sont limitées. Le pays a lui-même à résoudre un grave problème de réfugiés. La Turquie a dû abriter depuis 1950 près de 155.000 réfugiés dont 2.500 environ à la suite d'accords avec l'Organisation internationale pour les réfugiés. La Turquie a elle-même été obligée de demander l'aide internationale, et c'est pourquoi le fait qu'elle est l'un des auteurs du projet de résolution commun n'implique de sa part aucun engagement en ce qui concerne le versement de contributions. Néanmoins, le moment venu, le Gouvernement de la Turquie examinera la question en se rappelant l'intérêt qu'il porte aux réfugiés palestiniens et la grande sympathie qu'il éprouve à leur égard.

5. M. Savut dit combien la Turquie apprécie le travail accompli en faveur des réfugiés et rend hommage à l'Office et à son Directeur. Les institutions spécialisées, le FISE et d'autres organisations charitables, religieuses et humani-

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

taires ont également apporté une contribution précieuse. Le représentant de la Turquie se réserve le droit de prendre ultérieurement la parole au cours du débat, s'il le juge utile.

6. M. JESSUP (États-Unis d'Amérique) déclare que le programme défini dans le rapport du Directeur de l'Office de secours et de travaux s'est précisé peu à peu, au cours d'une longue période, pendant laquelle un esprit de coopération cordiale n'a pas cessé de régner. Les discussions approfondies avec les gouvernements de la région constituent la base solide et durable des recommandations de l'Office, sur lesquelles, à son tour, se fonde le nouveau projet de résolution commun.

7. Ce projet de résolution a pour but de faire connaître à l'Assemblée générale sous quelle forme elle peut le mieux aider à la réalisation du programme. La proposition tient compte des différentes opinions dont on a fait part aux auteurs du projet, au cours de consultations particulières, ainsi que des vues exprimées au cours du débat qui a eu lieu devant la Commission.

8. Les éléments du programme présenté par le Directeur et la Commission consultative figurent dans les paragraphes 2, 4, 5 et 6 du dispositif. L'étendue et la durée du programme exigent qu'on dresse des plans et qu'on envisage des modalités de financement à plus longue échéance qu'il n'était auparavant possible de le faire. Le paragraphe 7, qui prévoit une augmentation des sommes destinées aux secours, est indispensable, car la hausse des prix mondiaux depuis le 2 novembre 1950 a accru le montant des dépenses de l'Office pour les denrées alimentaires de plus de 25 pour 100. Le nombre des bénéficiaires et l'importance des secours n'ont pas augmenté. Le paragraphe 8 est nécessaire pour que l'Office puisse lancer son programme et engager des crédits à l'échelle requise par l'ensemble du plan de trois ans. Le paragraphe 9 mettra l'Office en mesure d'élaborer avec confiance des plans détaillés, de négocier des accords et de commencer l'exécution des projets.

9. M. Jessup attire l'attention de la Commission sur les divers changements qui différencient le projet de résolution actuel de celui qui avait été présenté le 16 janvier (A/AC.53/L.34), et qui permettent de mieux voir les buts essentiels que visent ses auteurs. Les paragraphes 1, 2 et 13 du texte primitif mentionnaient une assistance ou une aide aux pays de la région. Ces mots ont été interprétés par plusieurs membres de la Commission comme ayant un sens qui n'était certes pas dans l'esprit des auteurs du projet. C'est pourquoi certaines modifications ont été apportées au texte initial pour répondre à leurs objections. La fin principale que l'on se propose d'atteindre est maintenant clairement formulée dans chacun des trois paragraphes correspondants (1, 2 et 13) du nouveau texte : il s'agit d'aider les réfugiés de Palestine.

10. Dans le nouveau paragraphe 1, on a supprimé la référence qui existait antérieurement aux "pays intéressés du Proche-Orient". Dans le paragraphe 2, on a ajouté le membre de phrase suivant : "sans préjudice des dispositions du paragraphe 11 de la résolution 194 (III) du 11 décembre 1948, ni des dispositions du paragraphe 4 de la résolution 393 (V) du 2 décembre 1950, relatives à la réintégration, soit par le rapatriement, soit par la réinstallation". Les auteurs ont bien précisé dans les déclarations antérieures que l'idée exprimée dans cette phrase était bien celle qui les avait guidés au moment de la rédaction du texte primitif. Le membre de phrase : "en plus des contributions que pourraient fournir les gouvernements locaux" est, en outre, légèrement différent de celui qui figurait dans le premier projet. Le paragraphe 3 du premier projet faisait allusion aux pays "directement intéressés au bien-être des réfugiés". Ces mots ont été supprimés pour

prévenir tout malentendu sur l'étendue du problème. En effet, tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies y sont intéressés. Dans le nouveau texte, les mots "compte dûment tenu de leurs règles constitutionnelles" sont nouveaux, mais l'idée exprimée est familière, et c'est là un principe établi sur lequel personne ne désire revenir. Les paragraphes 4 et 5 du texte primitif visent l'administration du programme et la participation des divers gouvernements à ce programme. Les problèmes d'administration diffèrent selon les pays et doivent faire l'objet de négociations entre l'Office et les gouvernements, à la lumière de l'expérience acquise. Le caractère général du problème conduira probablement à des négociations, et les divers accords conclus ne seront pas nécessairement du même type ; ils seront adaptés aux circonstances, dans chaque cas particulier. Cette idée n'était peut-être pas clairement exprimée dans le projet de résolution primitif.

11. M. Jessup attire tout spécialement l'attention sur les mots "souhaitable et possible" qui figurent au paragraphe 5 du nouveau projet de résolution. Ceux qui procéderont aux recherches prévues par ce paragraphe devront certainement garder ces deux critères présents à l'esprit. Dans le texte primitif, la date du 1^{er} juillet 1952 au plus tard était indiquée au paragraphe 5 pour le transfert de la responsabilité administrative. Dans le nouveau projet, aucune date n'est mentionnée, car les accords feront l'objet de négociations, et la date peut ne pas être la même dans tous les cas. Le paragraphe 6 du texte primitif fixait une date pour la cessation des dépenses destinées aux secours. Comme la question est déjà réglée au paragraphe 2 du nouveau projet, la date limite a été supprimée au paragraphe 6. On a supprimé également dans le paragraphe 13 les mots qui se rapportaient à l'assistance aux gouvernements. Les paragraphes 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 14 demeurent inchangés.

12. M. Jessup espère que l'on pourra maintenant sans retard poursuivre la discussion afin de permettre à l'Office d'entreprendre, dès que possible, l'exécution de son programme. Il est convaincu que tous les membres de la Commission tiendront à ce que leur participation à l'étude de ce grand problème humanitaire soit inspirée par le désir d'aider ces malheureux, hommes, femmes ou enfants. Cette aide doit être apportée rapidement, et c'est l'unique motif qui a poussé les auteurs du projet de résolution original à soumettre un nouveau texte à la Commission.

13. M. COULSON (Royaume-Uni) s'associe complètement, au nom de sa délégation aux explications qui viennent d'être fournies par le représentant des États-Unis sur les objectifs visés par le nouveau projet de résolution commun et sur les motifs qui l'ont inspiré. Le texte remanié, qui est le résultat des efforts sincères faits par les auteurs pour éliminer toutes les objections soulevées précédemment contre le premier projet, est juste et raisonnable. M. Coulson recommande à la Commission de l'adopter.

14. M. ORDONNEAU (France) se félicite de l'atmosphère de cordialité et de conciliation dans laquelle se sont déroulés les entretiens que les auteurs du nouveau projet de résolution ont eus avec les représentants des autres gouvernements intéressés. La délégation française est certaine que le même esprit sera la garantie d'une coopération étroite entre les gouvernements du Proche-Orient et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies, en vue de l'exécution du programme.

15. MOSTAFA Bey (Égypte) signale que le nouveau projet de résolution représente un progrès sensible par rapport au texte présenté précédemment. Dans sa forme actuelle, ce projet tient pleinement compte des observations qu'avaient formulées l'Égypte et d'autres États arabes.

Dans ces conditions, l'Égypte est disposée à l'appuyer de son vote.

16. M. AL-GHOSSAIN (Yémen) rend hommage à l'Office de secours et de travaux pour l'œuvre humanitaire que cet organisme a accomplie en faveur des réfugiés de Palestine, ainsi qu'aux diverses organisations charitables et religieuses qui ont aidé à soulager leur misère. Le Gouvernement du Yémen a contribué à apporter assistance et secours aux réfugiés de Palestine, et il est disposé à continuer à leur donner son aide financière. Il persiste toutefois à penser que la seule solution définitive du problème des réfugiés consiste à se conformer rigoureusement à la résolution 194 (III) que l'Assemblée générale avait adoptée touchant la question du rapatriement et des compensations. La délégation du Yémen donnera toutefois son appui au nouveau projet de résolution considéré comme mesure provisoire.

17. Ainsi que l'indique le rapport de l'Office, il est absolument indispensable de fournir aux réfugiés qui se trouvent dans les camps des logements meilleurs, plus de vêtements et de nourriture, et de les protéger contre la maladie. Or, les réfugiés en question sont encore plus privilégiés que ceux qui ont tenté de s'installer dans les villes ou dans les villages. En outre, il convient de se pencher avec une attention particulière sur le sort de milliers de personnes qui, sans être à proprement parler des réfugiés, ont été privées de tout moyen de subsistance par suite des hostilités entre les États arabes et Israël. Il s'agit des Arabes qui vivent près des lignes de démarcation fixées par les conventions d'armistice et se trouvent ainsi coupés du reste du pays. Il faut trouver un moyen pratique pour les aider à survivre ; peut-être pourrait-on assouplir les conditions permettant de se faire inscrire sur les listes de réfugiés ayant droit aux secours.

18. Se référant au rapport du Directeur et de la Commission consultative de l'Office de secours et de travaux, le représentant du Yémen conteste le bien-fondé de la mesure qui consiste à retirer les cartes de rationnement aux familles, même nombreuses, lorsqu'un seul des membres de la famille a commencé à gagner sa vie. Tous les besoins des réfugiés ne peuvent d'ailleurs pas être satisfaits au moyen de secours alimentaires ; les réfugiés seraient sans doute heureux de recevoir quelque aide pécuniaire, et le représentant du Yémen invite instamment l'Office à examiner cette suggestion.

19. M. LEITAO DA CUNHA (Brésil) rend hommage à l'Office de secours et de travaux, au rapport du Directeur de l'Office, aux auteurs du nouveau projet de résolution et aux délégations qui ont aidé ces derniers à réaliser un accord plus large sur une question aussi importante. Le nouveau projet de résolution mérite l'appui sans réserve de la délégation du Brésil. En dépit de difficultés économiques sur le plan national, le Brésil estime que c'est une obligation morale de contribuer, même pour une somme modeste, à la réalisation du programme exposé dans le projet de résolution. Le Brésil prendra les mesures législatives nécessaires à cet effet.

20. M. GUELL (Cuba) donne son adhésion de principe au nouveau projet de résolution commun et exprime l'espoir que l'esprit de conciliation qui a marqué les entretiens entre les auteurs du nouveau texte guidera les États intéressés dans les efforts qu'ils entreprendront en vue de régler les différends qui demeurent en suspens. Si elle veille à ce que

les droits de l'homme soient strictement respectés, l'Organisation des Nations Unies sera en mesure, dans l'avenir, d'empêcher que ne surgissent des problèmes tels que celui des réfugiés arabes.

21. M. CASTRO (Salvador) appuie sans réserve le nouveau projet de résolution. Ce texte tient compte d'un amendement qu'il avait proposé au projet initial, amendement aux termes duquel les mesures de secours ne sauraient remplacer l'obligation du pays dont proviennent les réfugiés de respecter les résolutions antérieures de l'Assemblée générale.

22. M. HELOU (Liban), tout en approuvant, en principe, le nouveau texte, fait observer qu'il convient de le juger en fonction de la résolution (A/AC.53/L.33) que la Commission a adoptée précédemment (41^e séance), au sujet du rapport de la Commission de conciliation pour la Palestine. Cette résolution contenait des garanties politiques, qui sont indispensables si l'on veut aborder comme il convient les aspects humanitaires du problème des réfugiés ; elle reconnaissait en outre que la seule solution équitable de la question consistait dans le rapatriement et dans l'octroi de justes indemnités, comme le prescrivent les résolutions antérieures de l'Assemblée générale sur la question de Palestine. On ne saurait dissocier de ces considérations fondamentales la question de l'aide financière aux réfugiés. Si efficaces qu'elles soient, les mesures de secours demeurent un palliatif ; la solution permanente est le rapatriement.

23. M. CHOUKAYRI (Syrie) rend hommage aux auteurs du nouveau projet de résolution et les remercie d'avoir montré un désir sincère d'aider la cause des réfugiés arabes. La délégation syrienne est disposée à donner son appui aux principes dont s'inspire le nouveau texte ; mais elle exprime toutefois certaines réserves, dues à des appréhensions que justifient les événements du passé et peut-être aussi les événements actuels. A ce propos, M. Choukayri donne lecture à la Commission d'extraits tirés d'une récente dépêche de presse émanant de Tel-Aviv et suivant laquelle le Gouvernement d'Israël, prévoyant que l'Assemblée générale se prononcerait en séance plénière en faveur de la résolution (A/AC.53/L.33) que la Commission politique spéciale avait adoptée précédemment sur le rapport de la Commission de conciliation, a rédigé une contre-proposition dont le texte se rapproche du texte initial amendé par la Commission. Cette contre-proposition a été mise au point à la suite d'une conférence entre le Ministre des affaires étrangères d'Israël et l'Ambassadeur des États-Unis en Israël.

24. Les deux aspects de la question de Palestine : conciliation en vue d'un règlement politique et aide financière aux réfugiés arabes, ne peuvent être dissociés. Si l'Assemblée générale devait rejeter la résolution que la Commission avait adoptée précédemment, elle rejetterait du même coup les principes énoncés dans le nouveau texte du projet de résolution commun relatif à l'aide aux réfugiés. Pour le moment, la délégation syrienne dira donc seulement qu'elle est disposée à accepter les principes dont s'inspire le texte actuel du projet de résolution des quatre Puissances. M. Choukayri ne voudrait pas qu'on l'accusât par la suite d'avoir manqué à sa promesse. Il ne pose aucune condition : il n'en a pas le droit ; il se borne à exposer l'attitude de sa délégation.

La séance est levée à 12 h. 15.